

Droits de l'homme à Cuba : les chiffres du possible



"Des FAITS, pas de paroles
Les droits humains à Cuba" dit l'affiche. Image: Prensa Latina

Par Elizabeth Borrego*

La plus grande des Antilles affiche des progrès reconnus dans le monde entier en matière de santé, d'éducation, de culture, de sport et de participation aux instruments internationaux, même si des campagnes dénoncent de prétendues violations de ces garanties, l'une des questions les plus sensibles pour le pays.

Parmi ceux-ci se distinguent le droit de participer aux affaires publiques, l'accès à la justice, la lutte contre l'impunité, l'État de droit et le contrôle de légalité, ainsi que les mécanismes permettant aux citoyens de signaler les violations de leurs droits.

Le pays a également étendu l'accès à l'information, les droits culturels et l'accès à l'art et à la culture, la protection de la santé sexuelle et reproductive et les droits du travail.

Les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes et d'autres secteurs sont également bien protégés par l'État.

L'État protège également l'égalité entre les sexes et contre la discrimination fondée sur la race ou le sexe, ainsi que la liberté de création artistique et d'association.

Dans le même temps, il encourage la participation active des organisations de la société civile à l'identification et à la résolution des défis auxquels la nation est confrontée et favorise un environnement favorable à la liberté de religion.

Conformément à la législation cubaine, l'État institue un système de santé à tous les niveaux, accessible à la population, et développe des programmes de prévention et d'éducation, auxquels contribuent la société et les familles.

La santé publique peut se vanter d'une espérance de vie à la naissance de plus de 78 ans et de résultats remarquables dans le traitement de maladies telles que le cancer et le Covid-19.

Selon le ministre de la santé, le DR José Ángel Portal, la confrontation avec la pandémie a été un test pour l'un des secteurs touchés par la politique hostile des États-Unis à l'égard de Cuba.

Toutefois, depuis le mois d'octobre, le pays est en tête du classement mondial en ce qui concerne la plus grande proportion de doses quotidiennes appliquées pour 100 habitants, avec une moyenne quotidienne de 250 000 vaccins mis au point par des scientifiques cubains.

À cette date, la nation antillaise se classait parmi les 15 premières au monde, avec 71,6 % de la population entièrement vaccinée.

Deux mois plus tard, plus de 83 % des Cubains avaient terminé leur programme de vaccination contre le Covid-19, tandis que la capitale commençait une dose de rappel pour sa population vaccinée.

Au-delà de ses frontières, les médecins cubains ont également fourni des services à 87 pays et territoires au cours de près de six décennies de collaboration.

Au milieu de l'urgence mondiale en raison du Covid-19, plus de 50 brigades sont arrivées dans 39 États pour aider à combattre la pandémie.

Avec des préceptes similaires, l'éducation sur l'île est considérée comme un droit de tous les individus, et relève de la responsabilité de l'État.

L'État garantit des services gratuits, abordables et de qualité pour un enseignement complet, de la petite enfance à l'enseignement universitaire de troisième cycle, auquel il consacre plus de 20 % de son budget annuel.

Conformément à la réalisation des droits de l'homme, la constitution cubaine considère que toutes les personnes sont égales devant la loi, sans discrimination.

En octobre 2020, Cuba a été incluse comme membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2021-2023, avec pour objectif de garantir un ordre international fondé sur

l'inclusion, la coopération, la justice sociale, la dignité humaine et le respect de la diversité.

*journaliste de Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/279458-droits-de-lhomme-a-cuba-les-chiffres-du-possible>



Radio Habana Cuba